

VŒU

Vœu relatif au maintien du Programme Européen Aux Démunis (PEAD)

LE CONSEIL,

Présenté par le groupe des élus communistes et partenaires au nom de la majorité municipale

ADOPTE le vœu suivant :
44 voix pour et 1 abstention

Considérant que ce programme européen historique existe depuis 1987 pour offrir aux plus démunis les moyens d'assurer leurs besoins vitaux alimentaires.

Considérant qu'aujourd'hui, avec la crise économique et financière, l'augmentation du coût de la vie et la baisse du pouvoir d'achat plongent sans cesse plus de familles dans la misère, rendant les conditions de vie pour un certains nombres de plus en plus dramatiques. Ce sont plus de 100 millions de citoyens européens qui sont menacés de pauvreté et près de 40 millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui sont en situation de privation.

Considérant que pour lutter tant bien que mal contre cette exclusion sociale chaque jour plus violente, un certain nombre d'associations et d'organisations, caritatives ou humanitaires, ont mis en place des actions significatives et efficaces permettant aux plus démunis de survivre. Le travail de ces organisations, dont les quatre principales françaises sont la Fédération française des banques alimentaires, le Secours populaire, la Croix rouge et les Restos du cœur, s'appuie largement sur le PEAD qui représente environ 30% de l'aide alimentaire qu'elles délivrent. En 2011, le PEAD a ainsi permis à près de 15 millions d'Européens dont 4 millions de Français de subsister. En France, 72 millions d'euros ont été redistribués via les associations caritatives qui ont ainsi pu servir pas moins de 130 millions de repas.

Considérant qu'ainsi, à Ivry, trois de ces associations apportent aide, nourriture et réconfort à des centaines d'ivryennes et d'ivryens pour qui cette présence est indispensable. Leurs actions ne manqueraient pas d'être lourdement touchées si une baisse notable du programme se décidait au niveau européen. Pour rappel, la Ville accueille une antenne des Restos du cœur depuis l'hiver 1994/1995. Cela fait donc bientôt 20 ans que des bénévoles ivryens donnent de leur temps, de leur énergie, de leur envie, de leur espoir, pour que nos concitoyens, ceux qui souffrent de l'exclusion et de la faim, gardent un peu de leur dignité humaine.

Considérant qu'en 2011, une première attaque a déjà considérablement réduit ce programme. En effet, un arrêt de la Cour européenne de justice l'a jugé obsolète, car l'Union Européenne a entrepris de le financer à partir du budget de la Politique Agricole Commune (le PEAD représentant seulement 1% du budget de la PAC), alors qu'il était initialement financé par les excédents agricoles, désormais amoindris. Un groupe de sept États membres, dont l'Allemagne, s'appuyant sur cet arrêt, ont alors réclamé sa disparition sous prétexte que cette aide relevait plus des politiques sociales qu'agricoles.

Alertés par les associations et par bien des élus locaux, de nombreux dirigeants et députés européens, ainsi que plusieurs gouvernements dont le gouvernement Français, se sont alors mobilisés, et un compromis Franco-Allemand a pu finalement être arraché le 14 novembre 2011, maintenant en l'état le PEAD pour 2012 et 2013.

Considérant que les projets actuellement en discussion envisagent une nouvelle réduction de ces aides, voire leur transfert pur et simple à la responsabilité des Etats. Autrement dit, à chacun de se débrouiller avec ses pauvres ! A l'heure actuelle, une diminution sensible de cette aide, sans même parler de sa disparition, aurait des conséquences immédiates, multiples et dramatiques sur les populations les plus fragiles, de plus en plus nombreuses à l'échelle de l'Europe.

Considérant que l'Union Européenne a lancé un grand plan de réduction de la pauvreté, avec pour ambition une diminution de 20% des personnes vivant en Europe en-dessous du seuil de pauvreté. Il serait tout à fait contradictoire de s'engager dans une réduction de la pauvreté en commençant par abolir l'une des, si ce n'est LA ressource principale des plus pauvres, à savoir l'action des organisations d'aide alimentaire.

Considérant que l'Union Européenne s'est vue décerner un Prix Nobel de la Paix. Cette récompense, symboliquement la plus prestigieuse et au rayonnement mondial, ne peut se fonder sur de simples discours ou déclarations d'intention. Comme nombre d'associations le rappelle, peut-on encore se rassurer de « *cette Europe qui sauve les banques et qui ne tend pas la main à ses pauvres* » ? Il ne faudrait pas que l'austérité, dans laquelle l'Union Européenne semble malheureusement s'engager, ne frappe deux fois les plus démunis !

Pour toutes ces raisons, le conseil municipal :

- demande au Président de la République, le 23 novembre prochain lors du sommet des chefs d'Etat européen destiné à discuter de l'avenir du PEAD, de mettre tout en œuvre pour qu'il soit maintenu dans sa forme pour les années à venir,

- exige que soit maintenue, pour ce programme, une enveloppe budgétaire à la hauteur des besoins de plus en plus criant, à savoir 500 Millions d'euros par an,

- soutient le combat des associations pleinement engagées dans l'aide aux plus démunis, notamment la Fédération française des banques alimentaires, la Croix rouge, le Secours populaire et les Restos du cœur,

- rappelle que, comme disait Coluche, fondateur des Restos du cœur, « *c'est pas vraiment de ma faute si y'en a qui ont faim, - Mais ça le deviendrait si on n'y changeait rien* ».

TRANSMIS EN PREFECTURE

LE 28 NOVEMBRE 2012

RECU EN PREFECTURE

LE 28 NOVEMBRE 2012

PUBLIE PAR VOIE D'AFFICHAGE

LE 23 NOVEMBRE 2012